

Art. 6. Wat betreft de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit, wordt « Totaal metaal » gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH_2 .

Onderafdeling V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 7. Het koninklijk besluit van 4 augustus 1986 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van de inrichtingen voor het reinigen van vaten wordt opgeheven.

Art. 8. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk op 31 oktober 2007.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 961

[2003/200313]

16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant condition sectorielle eau relative à la mécanique, transformation à froid et traitement de surface

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 15 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

Section I^{re}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises aux rubriques :

- rubrique 27.10 : la production de produits sidérurgiques ou en aluminium, laminés à froid, éventuellement recuits, en larges bandes, tôles ou profils, nus ou revêtus.

la fabrication de produits en acier traités ou revêtus par immersion, par défilement de tôle en continu ou par pièces, par application de couches de métal en fusion, par procédé électrolytique ou chimique, par application de matières organiques;

- rubrique 27.22 : la fabrication de tubes en acier;

- rubrique 27.30 : la production de produits de première transformation en acier ou ferroalliage par formage à froid;

- rubrique 28.1 : fabrication de constructions métalliques et de charpente et de menuiserie métalliques;

- rubrique 28.2 : fabrication de réservoirs, citernes et conteneurs métalliques;

- rubrique 28.30 : fabrication de générateurs de vapeur;

- rubrique 28.40 : forges, emboutissage, estampage et profilage des métaux, métallurgie des poudres;

- rubrique 28.5 : traitement et revêtement des métaux et mécanique générale;

- rubrique 28.6 : fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie;

- rubrique 28.7 : fabrication d'articles en métaux (fûts, fils, boulons, articles de ménage, etc.);

- rubrique 29.10 : fabrication de moteurs et d'organes mécaniques (à l'exception des moteurs pour avions, véhicules et motocycles);

- rubrique 29.20 : fabrication de machines d'usage général;

- rubrique 29.30 : fabrication de machines agricoles;

- rubrique 29.40 : fabrication de machines outils;

- rubrique 29.50 : fabrication de machines d'usage spécifique (sauf armes);

- rubrique 29.70 : fabrication d'appareils domestiques;

- rubrique 34 : construction et assemblage de véhicules automobiles, de carrosseries, remorques et caravanes. Fabrication de parties et accessoires de moteurs pour véhicules. Bancs d'essai pour ces moteurs;

- rubrique 35.10 : construction navale;

- rubrique 35.20 : construction de matériel ferroviaire roulant;

- rubrique 35.30 : construction aéronautique et spatiale;

- rubrique 35.4 : fabrication de motocycles, de bicyclettes et de véhicules pour invalides;

- rubrique 35.9 : fabrication mixte de matériel de transport.

Section 2. — Conditions de déversement

Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires

Art. 2. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 ° C et en présence d'allyl thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 300 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la teneur en phosphore des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg P par litre;

9° la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 6 000 mg par litre;

10° la teneur en nitrites des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg N par litre;

11° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 110 kg d'azote total par jour;

12° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 2 500 mg par litre;

13° la teneur en cyanures facilement décomposables des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg CN par litre;

14° la teneur en chlore libre des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cl par litre;

15° la teneur en fluorures des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg F par litre;

16° la teneur en organohalogénés des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg par litre;

17° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cr par litre;

18° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Cr par litre;

19° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Zn par litre;

20° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;

21° la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Ni par litre;

22° la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg As par litre;

23° la teneur en argent total des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg Ag par litre;

24° la teneur en manganèse total des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg Mn par litre;

25° la teneur en fer total des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg Fe par litre;

26° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 4 mg Cu par litre;

27° la teneur en aluminium total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Al par litre;

28° la teneur en étain total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Sn par litre;

29° la somme des teneur en Cu, Ni, Zn, Cr, Sn et Pb des eaux déversées ne peut dépasser 8 mg par litre;

30° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 ° C;

31° la teneur en substances extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 20 mg par litre;

32° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

33° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 3. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9,5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9,5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande chimique en oxygène des eaux déversée ne peut dépasser 1 000 mg d'oxygène par litre;

3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

4° la dimension des matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 50 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 200 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

8° la teneur en phosphates des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg P par litre;

- 9° la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 6 000 mg par litre;
- 10° la teneur en nitrites des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg N par litre;
- 11° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg N par litre;
- 12° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 2 500 mg par litre;
- 13° la teneur en cyanures facilement décomposables des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg CN par litre;
- 14° la teneur en chlore libre des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cl par litre;
- 15° la teneur en fluorures des eaux déversées ne peut dépasser 20 mg F par litre;
- 16° la teneur en organohalogénés des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg par litre;
- 17° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cr par litre;
- 18° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Cr par litre;
- 19° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Zn par litre;
- 20° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;
- 21° la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Ni par litre;
- 22° la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg As par litre;
- 23° la teneur en argent total des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 mg Ag par litre;
- 24° la teneur en manganèse total des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg Mn par litre;
- 25° la teneur en fer total des eaux déversées ne peut dépasser 20 mg Fe par litre;
- 26° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 4 mg Cu par litre;
- 27° la teneur en aluminium total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Al par litre;
- 28° la teneur en étain total des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg Sn par litre;
- 29° la somme des teneurs en Cu, Ni, Zn, Cr, Sn et Pb des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;
- 30° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;
- 31° la teneur en substances extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;
- 32° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
- 33° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
- 34° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Sous-section 3. — Volumes de référence

Art. 4. Les valeurs limites dans les rejets d'eaux usées industrielles sont données sur base des volumes de référence d'effluent suivants :

- pour les tôles en traitement continu, 8 l d'eau usée par m² de surface traitée et par fonction de rinçage. Si pour la fabrication de certains produits la ligne de production comprend plusieurs fonctions de rinçage, le volume de référence est multiplié par un facteur égal au nombre de fonctions de rinçage;

- pour le traitement par immersion, par aspersion ou par électrolyse de pièces à façon ou de fabrication pour lesquelles il est difficile de déterminer la surface, 10 m³ par tonne de produit fabriqué. Ce volume de référence comprend l'eau utilisée pour la préparation de la surface et le revêtement.

Art. 5. Pour les rejets d'eaux usées industrielles en eaux de surface ou en égouts, les conditions particulières peuvent autoriser :

- pour le volume de référence, dans le cas de petites pièces compliquées faisant l'objet des rubriques 28.5, 28.6, 28.7 ou 29.50 et pour autant que les meilleures techniques soient mises en œuvre jusqu'à 50 m³/t sur base d'un calcul justificatif.

- pour le phosphore, 15 mg par litre en moyenne mensuelle si une phosphatation fait partie de la fabrication pour autant que le flux, autorisé dans ces conditions particulières, tenant compte de la sensibilité du milieu récepteur, ne dépasse pas 15 kg par jour;

- pour les chlorures, une concentration moyenne mensuelle s'il y a utilisation d'acide chlorhydrique dans le process et pour autant que les meilleures techniques disponibles sont appliquées pour limiter la consommation d'acide;

- pour les détergents, une concentration moyenne mensuelle si ces substances sont utilisées dans le process comme inhibiteurs ou surfactants;

- pour l'azote total, une valeur limite de 250 mg par litre si l'acide nitrique est utilisé dans le process et si la sensibilité du milieu le permet;

- pour les sulfates, une valeur de 3 000 mg par litre dans le cas de la galvanisation électrolytique si les matériaux de construction du réseaux d'égouttage le permettent;

- pour le nickel, 5 mg par litre pour les usines dans lesquelles on fait du décapage de l'acier inoxydable;

- pour l'aluminium, 10 mg par litre si l'anodisation fait partie de la fabrication;

- pour les fluorures, 40 mg par litre pour les usines dans lesquelles on pratique le décapage de l'acier inoxydable à l'acide fluorhydrique.

Sous-section 4. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

Art. 6. Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

Art. 7. La mesure du « métal total », pour les conditions des articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle, se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH 2.

Sous-section 5. — Mesures transitoires, abrogatoires et finales

Art. 8. Pour les rejets d'eaux usées industrielles, les conditions particulières peuvent autoriser pour la somme des métaux Cu, Ni, Zn, Cr, Sn et Pb, 15 mg par litre en eau de surface et 20 mg par litre en eau d'égout si l'usine comprend une galvanisation existante. La période pour la mise en conformité ne peut dépasser 3 ans.

Art. 9. L'arrêté royal du 11 juillet 1989 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant du secteur de la mécanique, de la transformation à froid et du traitement de surface de métaux est abrogé.

Art. 10. Pour les établissements existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut dépasser le 31 octobre 2007.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2003.

Art. 12. Le Ministre de l'Environnement est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Namur le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 961

[2003/200313]

16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Mechanik, der Kaltverarbeitung und der Oberflächenbehandlung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung;

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates,

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in den folgenden Rubriken erwähnten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar:

- Rubrik 27.10: die Herstellung von Eisen-, Stahl- oder Aluminiumprodukten, kaltgewalzt, eventuell gegläht, in breiten Bändern, Blechen oder Profilen, beschichtet oder nicht; die Erzeugung von Stahlprodukten, die im Tauchverfahren, im kontinuierlichen Blechlaufverfahren oder stückweise, durch Auftragen von Lagen von geschmolzenem Metall, durch ein elektrolytisches bzw. chemisches Verfahren, durch Auftragen von organischen Stoffen behandelt oder beschichtet werden;

- Rubrik 27.22: die Herstellung von Stahlrohren;

- Rubrik 27.30: die Herstellung von Produkten der ersten Bearbeitung aus Stahl oder Ferrolegierung durch Kaltformen;

- Rubrik 28.1: Herstellung von Stahl- und Leichtmetallkonstruktionen und von Ausbauelementen aus Stahl und Leichtmetall;

- Rubrik 28.2: Herstellung von Tanks und Sammelbehältern;

- Rubrik 28.30: Herstellung von Dampfkesseln;

- Rubrik 28.40: Herstellung von Schmiede-, Press-, Zieh- und Stanzteilen, gewalzten Ringen und pulvermetallurgischen Erzeugnissen;

- Rubrik 28.5: Oberflächenveredlung Wärmebehandlung und Mechanik a.n.g.;

- Rubrik 28.6: Herstellung von Schneidwaren, Werkzeugen, Schlössern und Beschlägen;

- Rubrik 28.7 Herstellung von sonstigen Eisen-, Blech- und Metallwaren (Fässer, Drahtwaren, Bolzen, Haushaltswaren usw.);

- Rubrik 29.10: Herstellung von Maschinen für die Erzeugung und Nutzung von mechanischer Energie (ohne Motoren für Luft- und Straßenfahrzeuge);
- Rubrik 29.20: Herstellung von sonstigen Maschinen für unspezifische Verwendung;
- Rubrik 29.30: Herstellung von land- und forstwirtschaftlichen Maschinen;
- Rubrik 29.40: Herstellung von Werkzeugmaschinen;
- Rubrik 29.50: Herstellung von Maschinen für sonstige Wirtschaftszwecke (außer Waffen);
- Rubrik 29.70: Herstellung von Haushaltsgeräten;
- Rubrik 34: Herstellung und Montage von Kraftfahrzeugen, Karosserien, Aufbauten und Anhängern. Herstellung von Teilen und Zubehör für Kraftwagen. Prüfstände für Motoren;
- Rubrik 35.10: Schiffsbau;
- Rubrik 35.20: Schienenfahrzeugbau;
- Rubrik 35.30: Luft- und Raumfahrzeugbau;
- Rubrik 35.4: Herstellung von Krafträdern, Fahrrädern und Behindertenfahrzeugen;
- Rubrik 35.9: Fahrzeugbau a.n.g..

Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

Art. 2 - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 300 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Phosphor des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg pro Liter nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 6 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an Nitriten des abgeleiteten Abwassers darf 2mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an gesamtem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg N pro Liter nicht überschreiten, dies für jede Ableitung von mindestens 110 kg gesamtem Stickstoff pro Tag;

12° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 2 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an leicht zersetzbaren Cyaniden des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg CN pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an freiem Chlor des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cl pro Liter nicht überschreiten;

15° der Gehalt an Fluoriden des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg F pro Liter nicht überschreiten;

16° der Gehalt an Organochlorverbindungen des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg pro Liter nicht überschreiten;

17° der Gehalt an sechswertigem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 Cr mg pro Liter nicht überschreiten;

18° der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

19° der Gehalt an gesamtem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

20° der Gehalt an gesamtem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

21° der Gehalt an gesamtem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

22° der Gehalt an gesamtem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg As pro Liter nicht überschreiten;

23° der Gehalt an gesamtem Silber des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Ag pro Liter nicht überschreiten;

24° der Gehalt an gesamtem Mangan des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg Mn pro Liter nicht überschreiten;

25° der Gehalt an gesamtem Eisen des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg Fe pro Liter nicht überschreiten;

26° der Gehalt an gesamtem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 4 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;

27° der Gehalt an gesamtem Aluminium des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Al pro Liter nicht überschreiten;

28° der Gehalt an gesamtem Zinn des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Sn pro Liter nicht überschreiten;

29° die Summe der Gehalte an CU, Ni, Zn, Cr, Sn und Pb des abgeleiteten Abwassers darf 8 mg pro Liter nicht überschreiten;

30° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

31° der Gehalt der an aus Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 20 mg pro Liter nicht überschreiten;

32° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

33° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 3 - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° die Dimension der Schwebstoffe des abgeleiteten Abwassers darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 50 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Phosphaten des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg P pro Liter nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 6 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an Nitriten des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an gesamtem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg N pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 2 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an leicht zersetzbaren Cyaniden des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg CN pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an freiem Chlor des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cl pro Liter nicht überschreiten;

15° der Gehalt an Fluoriden des abgeleiteten Abwassers darf 20 mg F pro Liter nicht überschreiten;

16° der Gehalt an Organochlorverbindungen des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg pro Liter nicht überschreiten;

17° der Gehalt an sechswertigem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 Cr mg pro Liter nicht überschreiten;

18° der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

19° der Gehalt an gesamtem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

20° der Gehalt an gesamtem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

21° der Gehalt an gesamtem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

22° der Gehalt an gesamtem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg As pro Liter nicht überschreiten;

23° der Gehalt an gesamtem Silber des abgeleiteten Abwassers darf 0,1 mg Ag pro Liter nicht überschreiten;

24° der Gehalt an gesamtem Mangan des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg Mn pro Liter nicht überschreiten;

25° der Gehalt an gesamtem Eisen des abgeleiteten Abwassers darf 20 mg Fe pro Liter nicht überschreiten;

26° der Gehalt an gesamtem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 4 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;

27° der Gehalt an gesamtem Aluminium des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Al pro Liter nicht überschreiten;

28° der Gehalt an gesamtem Zinn des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg Sn pro Liter nicht überschreiten;

29° die Summe der Gehalte an CU, Ni, Zn, Cr, Sn und Pb des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

30° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;

31° der Gehalt der an aus Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

32° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

33° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartigen Gase verursachen können, enthalten sein;

34° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

Unterabschnitt 3 — Referenzvolumen

Art. 4. Die Grenzwerte für das abgeleitete industrielle Abwasser werden auf der Grundlage der folgenden Referenzvolumen für Abwasser gegeben:

- für im kontinuierlichen Verfahren behandelte Bleche: 8 l Abwasser pro m² behandelte Fläche und je nach der Spülung. Wenn mehrere Spülfunktionen für die Herstellung von bestimmten Produkten in der Produktionsanlage bestehen, wird das Referenzvolumen durch einen der Anzahl der Spülfunktionen gleichen Faktor multipliziert;

- für die Behandlung im Tauchverfahren, durch Besprengung oder Elektrolyse von Formteilen oder von Erzeugnissen, deren Oberfläche schwierig zu bestimmen ist, 10 m³ pro Tonne hergestellten Produkts. Dieses Referenzvolumen enthält das für die Vorbereitung der Oberfläche und die Beschichtung verwendete Wasser.

Art. 5. Für das Ableiten von industriellem Abwasser in das Oberflächenwasser oder in die Kanalisationen kann Folgendes in den Sonderbedingungen zugelassen werden:

- für das Referenzvolumen, im Falle von kleinen komplizierten Teilen, die Gegenstand der Rubriken 28.5, 28.6, 28.7 oder 29.50 sind, und insofern die bestmöglichen Techniken angewandt werden, bis zu 50 m³/t auf der Grundlage einer begründenden Berechnung;

- für den Phosphor, 15 mg pro Liter im monatlichen Durchschnitt, wenn eine Phosphatierung zur Herstellung gehört, dies insofern der Ausstoß, der unter diesen Sonderbedingungen und unter Berücksichtigung der Empfindlichkeit der Umgebung, wo die Ableitung stattfindet, zugelassen ist, 15 kg pro Tag nicht überschreitet;

- für die Chloride, eine monatliche Durchschnittskonzentration, wenn Chlorwasserstoffsäure im Prozess verwendet wird, und insofern die bestmöglichen verfügbaren Techniken verwendet werden, um den Säureverbrauch zu begrenzen;

- für die Detergenzien, eine monatliche Durchschnittskonzentration, wenn diese Stoffe als Hemmstoffe oder grenzflächenaktive Stoffe verwendet werden;

- für den gesamten Stickstoff, ein Grenzwert von 250 mg pro Liter, wenn die Salpetersäure im Prozess verwendet wird und wenn die Empfindlichkeit der Umgebung, wo die Ableitung stattfindet, es zulässt;

- für die Sulfate, ein Wert von 3 000 mg pro Liter im Falle der elektrolytischen Verzinkung, wenn die für den Bau des Kanalisationsnetzes verwendeten Materialien es zulassen;

- für das Nickel, 5 mg pro Liter für die Werke, in denen rostfreier Stahl abgebeizt wird;

- für das Aluminium, 10 mg pro Liter, wenn die Anodisation zum Herstellungsverfahren gehört;

- für die Fluoride, 40 mg pro Liter für die Werke, in denen rostfreier Stahl mit Fluorwasserstoffsäure abgebeizt wird.

Unterabschnitt 4 — Analysen- und Probenahmemethoden

Art. 6 - Die für die Probenahmen sowie für die Analysen von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

Art 7 Was die Bedingungen der Artikel 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingung betrifft, wird die Messung des ägesamten Metalls' auf unfiltrierten Mustern mit einem auf 2 gebrachten pH-Wert vorgenommen.

Unterabschnitt 5 — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 7 - Was die Ableitung von industriellem Abwasser betrifft, können die Sonderbedingungen 15 mg pro in das Oberflächenwasser abgeleiteten Liter und 20 mg pro in die öffentliche Kanalisation abgeleiteten Liter für die Summe der Metalle Cu, Ni, Zn, Cr, Sn und Pb zulassen, wenn das Werk eine bestehende Verzinkungsanlage enthält. Der Zeitraum für die Anpassung an die Erfordernisse darf 3 Jahre nicht überschreiten.

Art. 8 - Der Königliche Erlass vom 11. Juli 1989 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus den Anlagen des Sektors der Mechanik, der Kaltverarbeitung und der Oberflächenbehandlung von Metallen in das gewöhnliche Oberflächenwasser und die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

Art. 11 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 961

[2003/200313]

16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik i.v.m. mechanica, koudverwerking en oppervlaktebehandeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 15 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied.

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder de volgende rubrieken :

- rubriek 27.10 : productie van ijzer- en staalproducten en aluminiumproducten, koudgewalst, eventueel gegloeid, in brede banden, staalplaten of profielen, al dan niet bekleed;

vervaardiging van staalproducten die verwerkt of bekleed worden door indompeling, door een al dan niet continu doorrollen van platen, door het aanbrengen van lagen van gesmolten metaal, door een elektrolytisch of chemisch proces, door het aanbrengen van organische stoffen;

- rubriek 27.22 : vervaardiging van stalen buizen;

- rubriek 27.30 : productie van stalen producten in eerste graad van bewerking of ferro-legeringen door koudvorming;

- rubriek 28.1 : vervaardiging van metalen constructiewerken en van ramen, deuren, wanden, enz.;

- rubriek 28.2 : vervaardiging van metalen tanks, reservoirs en overige recipiënten;

- rubriek 28.30 : vervaardiging van stoomketels;

- rubriek 28.40 : smeden, persen, stampen en profielwalsen van metaal, poedermetallurgie;

- rubriek 28.5 : oppervlaktebehandeling en bekleding van metaal; algemene metaalbewerking;

- rubriek 28.6 : vervaardiging van scharen, messen, bestekken, gereedschap en ijzerwaren;

- rubriek 28.7 : vervaardiging van overige producten van metaal (vaten, draden, bouten, huishoudartikelen, enz.);

- rubriek 29.10 : vervaardiging van motoren en mechanisch drijfwerk, exclusief motoren voor luchtvaartuigen, motorvoertuigen en -rijwielen;

- rubriek 29.20 : vervaardiging van machines voor algemeen gebruik;

- rubriek 29.30 : vervaardiging van machines voor de landbouw;

- rubriek 29.40 : vervaardiging van gereedschapswerktuigen;

- rubriek 29.50 : vervaardiging van overige machines voor specifieke doeleinden (met uitzondering van wapens);

- rubriek 29.70 : vervaardiging van huishoudapparaten;

- rubriek 34 : vervaardiging en assemblage van motorvoertuigen, carrosserieën, aanhangwagens en caravans. Vervaardiging van onderdelen en accessoires voor motorvoertuigen en motoren daarvan. Proefstanden voor die motoren;

- rubriek 35.10 : scheepsbouw;

- rubriek 35.20 : vervaardiging van rollend materieel voor spoor- en tramwegen;

- rubriek 35.30 : vervaardiging van lucht- en ruimtevaartuigen;

- rubriek 35.4 : vervaardiging van motorrijwielen, fietsen en voertuigen voor invaliden;

- rubriek 35.9 : gemengde vervaardiging van vervoermaterieel.

Afdeling 2. — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling I. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

Art. 2. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 100 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 300 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 10 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° het gehalte aan fosforen is niet hoger dan 2 mg P per liter;

9° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 6.000 mg per liter;

10° het gehalte aan nitriten is niet hoger dan 2 mg N per liter;

11° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 100 mg N per liter voor elke lozing van 110 kg meer per dag;

12° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 2 500 mg per liter;

13° het gehalte aan vlot ontleedbare cyaniden is niet hoger dan 1 mg CN per liter;

14° het gehalte aan vrije chloriden is niet hoger dan 0,5 mg Cl per liter;

15° het gehalte aan fluorhoudende stoffen is niet hoger dan 10 mg F per liter;

16° het gehalte aan organische halogenen is niet hoger dan 1 mg per liter;

- 17° het gehalte aan zeswaardig chroom is niet hoger dan 0,5 mg Cr per liter;
- 18° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 5 mg Cr per liter;
- 19° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 5 mg Zn per liter;
- 20° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 1 mg Pb per liter;
- 21° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 3 mg Ni per liter;
- 22° het gehalte aan totaal arseen is niet hoger dan 0,1 mg As per liter;
- 23° het gehalte aan totaal zilver is niet hoger dan 0,1 mg Ag per liter;
- 24° het gehalte aan totaal mangaan is niet hoger dan 10 mg Mn per liter;
- 25° het gehalte aan totaal ijzer is niet hoger dan 10 mg Fe per liter;
- 26° het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 4 mg Cu per liter;
- 27° het gehalte aan totaal aluminium is niet hoger dan 2 mg Al per liter;
- 28° het gehalte aan totaal tin is niet hoger dan 2 mg Sn per liter;
- 29° de som van de gehalten aan Cu, Ni, Zn, Cr, Sn en Pb is niet hoger dan 8 mg per liter;
- 30° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;
- 31° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 20 mg per liter;
- 32° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;
- 33° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochtterrichtlijn genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling II. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

Art. 3. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9,5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9,5 of lager dan 6;
- 2° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 1 000 mg per liter;
- 3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;
- 4° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 10 mm;
- 5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 50 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);
- 6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 200 mg per liter;
- 7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 8° het gehalte aan fosfaten is niet hoger dan 10 mg P per liter;
- 9° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 6 000 mg per liter;
- 10° het gehalte aan nitriten is niet hoger dan 5 mg N per liter;
- 11° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 100 mg N per liter;
- 12° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 2 500 mg per liter;
- 13° het gehalte aan vlot ontleedbare cyaniden is niet hoger dan 1 mg CN per liter;
- 14° het gehalte aan vrije chloriden is niet hoger dan 0,5 mg Cl per liter;
- 15° het gehalte aan fluorhoudende stoffen is niet hoger dan 20 mg F per liter;
- 16° het gehalte aan organische halogenen is niet hoger dan 1 mg per liter;
- 17° het gehalte aan zeswaardig chroom is niet hoger dan 0,5 mg Cr per liter;
- 18° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 5 mg Cr per liter;
- 19° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 5 mg Zn per liter;
- 20° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 1 mg Pb per liter;
- 21° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 5 mg Ni per liter;
- 22° het gehalte aan totaal arseen is niet hoger dan 0,5 mg As per liter;
- 23° het gehalte aan totaal zilver is niet hoger dan 0,1 mg Ag per liter;
- 24° het gehalte aan totaal mangaan is niet hoger dan 10 mg Mn per liter;
- 25° het gehalte aan totaal ijzer is niet hoger dan 20 mg Fe per liter;
- 26° het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 4 mg Cu per liter;
- 27° het gehalte aan totaal aluminium is niet hoger dan 5 mg Al per liter;
- 28° het gehalte aan totaal tin is niet hoger dan 5 mg Sn per liter;
- 29° de som van de gehalten aan Cu, Ni, Zn, Cr, Sn en Pb is niet hoger dan 15 mg per liter;
- 30° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;
- 31° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
- 32° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;
- 33° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

34° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijn genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

Onderafdeling III. — Referentievolumes

Art. 4. De grenswaarden voor lozingen van industrieel afvalwater worden vastgelegd op grond van de volgende referentievolumes :

- voor platen met continue verwerking, 8 l per m² verwerkte oppervlakte en per spoelfunctie. Indien de productielijn verschillende spoelfuncties omvat voor de vervaardiging van sommige producten, wordt het referentievolume vermenigvuldigd met een factor gelijk aan het aantal spoelfuncties;

- voor verwerking door indompeling, besproeiing of elektrolyse van werkstukken waarvan de oppervlakte moeilijk te bepalen is, 10 m³ per ton vervaardigd product. Dit referentievolume omvat het water gebruikt voor de voorbereiding van de oppervlakte en de bekleding.

Art. 5. Voor lozingen van industrieel afvalwater in oppervlaktewater of in rioleringen kunnen de bijzondere voorwaarden het volgende toestaan :

- voor het referentievolume, in geval van kleine ingewikkelde stukken bedoeld in de rubrieken 28.5, 28.6, 28.7 of 29.50 en voor zover de beste technieken worden toegepast tot 50 m³/t op grond van een berekening die als bewijsstuk dient;

- voor fosfor, een maandelijks gemiddelde van 15 mg per liter indien de vervaardiging een fosfatatie impliceert voor zover de flux, toegelaten in die bijzondere omstandigheden, niet hoger is dan 15 kg per dag, rekening houdende met de gevoeligheid van het ontvangende milieu;

- voor chloriden, een maandelijks gemiddelde concentratie indien in het proces gebruik wordt gemaakt van chloorwaterstofzuur en voor zover de beste beschikbare technieken worden toegepast om het zuurverbruik te beperken;

- voor wasmiddelen, een maandelijks gemiddelde concentratie indien die stoffen in het proces gebruik worden als inhibitors of oppervlakte-actieve stoffen;

- voor totaal stikstof, een grenswaarde van 250 mg per liter indien in het proces gebruik wordt gemaakt van salpeterzuur en als de gevoeligheid van het milieu het toelaat;

- voor sulfaten, een waarde van 3 000 mg per liter in geval van elektrolytische galvanisatie indien de materialen voor de bouw van het rioleringsnetwerk het toelaten;

- voor nikkel, 5 mg per liter voor de fabrieken waarin roestvrij staal wordt gebeitst;

- voor aluminium, 10 mg per liter indien de vervaardiging anodisatie omvat;

- voor fluorhoudende stoffen, 40 mg per liter voor fabrieken waarin roestvrij zuur wordt gebeitst d.m.v. fluorwaterstofzuur.

Onderafdeling IV. — Analyse- en monsternemingstechnieken

Art. 6. Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

Art. 7. Wat betreft de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit, wordt « totaal metaal » gemeten aan de hand van een ongefilterd monster, aangezuurd bij PH².

Onderafdeling V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 8. Voor lozingen van industrieel afvalwater kunnen de bijzondere voorwaarden 15 mg per liter oppervlaktewater en 20 mg per liter rioleringswater toestaan voor de som van de metalen Cu, Ni, Zn, Cr, Sn en Pb indien galvanisatie wordt uitgevoerd in de fabriek. De periode voor het conform maken duurt hoogstens drie jaar.

Art. 9. Het koninklijk besluit van 11 juli 1989 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewaters en in de openbare riolen, van afvalwater, afkomstig van de bedrijven voor werktuigbouw, koudbewerking en oppervlaktebehandeling van metalen, wordt opgeheven.

Art. 10. Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk 31 oktober 2007.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

Art. 12. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET